


JICA's WORLD

Le magazine de l'Agence japonaise de coopération internationale | www.jica.go.jp/french | Juillet 2014 Vol. 6 • N° 1

A photograph of a woman with her hair in a bun, wearing a vibrant, multi-colored patterned shirt. She is smiling and looking out of a window with vertical blinds. The lighting is soft, highlighting her face and the texture of her shirt.

Élaborer un
nouveau programme
de développement à partir de
l'expérience des OMD

Élaborer un nouveau programme de développement à partir de l'expérience des OMD

En 2000, les Nations unies ont fixé huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en vue de réduire l'extrême pauvreté dans le monde, avec l'ambition de les atteindre d'ici 2015. À une année de la date butoir, la communauté internationale continue à suivre de près les progrès accomplis vers ces objectifs et à étudier de nouvelles cibles pour un programme de développement après 2015.

Les efforts entrepris à l'échelle planétaire pour réaliser les OMD

ont permis de diviser par deux la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 USD par jour, d'améliorer l'accès à une eau potable salubre et d'augmenter le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire. Cependant, les progrès ont été inégaux selon les pays et les régions et, à l'approche de la date limite, certaines cibles risquent de ne pas être atteintes.

Les efforts de la JICA en faveur des OMD ont adopté comme principe directeur le concept de « sécu-

rité humaine » qui met l'accent sur la nécessité de protéger les individus de diverses menaces, notamment les catastrophes naturelles et les conflits – et, en distribuant à tous les bénéficiaires du développement, leur permettre de faire face par eux-mêmes à ces menaces. Ce numéro de *JICA's World* présente les projets menés à ce jour par la JICA et envisage les objectifs de développement pour l'après-2015 dans une optique d'inclusion, de résilience et de durabilité environnementale.

Objectifs du Millénaire pour le développement

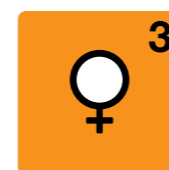
Les logos OMD sont publiés avec l'aimable autorisation du PNUD Brésil.



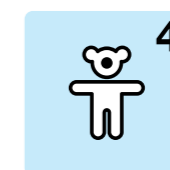
1 OBJECTIF 1 :
ÉLIMINER L'EXTRÊME
PAUVRETÉ ET LA FAIM



2 OBJECTIF 2 :
ASSURER L'ÉDUCATION
PRIMAIRE POUR TOUS



3 OBJECTIF 3 :
PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES
ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES



4 OBJECTIF 4 :
RÉDUIRE
LA MORTALITÉ INFANTILE



5 OBJECTIF 5 :
AMÉLIORER LA SANTÉ
MATERNELLE



6 OBJECTIF 6 :
COMBATTRE LE VIH/SIDA,
LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES



7 OBJECTIF 7 :
ASSURER UN ENVIRONNEMENT
DURABLE



8 OBJECTIF 8 :
METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT
MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT



5
 AMÉLIORER
 LA SANTÉ MATERNELLE

Protéger les vies des mères et des enfants aux Philippines

Dans le cadre du Plan de développement des Philippines pour la période 2011-2016, le gouvernement philippin met en œuvre un ensemble de programmes visant à promouvoir une croissance inclusive en stimulant le développement économique et social. Le plan porte ses fruits : le pays devrait atteindre certains des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé d'ici 2015. L'objectif de réduction de la mortalité infantile des enfants de moins de cinq ans à 26,7 pour 1 000 naissances vivantes semble à portée de main. Mais selon l'Organisation mondiale de la santé, la mortalité maternelle reste élevée, à 120 pour 100 000 naissances vivantes, et la cible fixée à 52 semble difficile à atteindre. Pour répondre à ce problème, en 2008, le gouvernement a initié la stratégie MNCHN – pour la santé maternelle, infantile et néonatale, et la nutrition – afin d'améliorer la qualité et l'accès aux soins de santé maternelle et infantile.

RÉDUIRE LA MORTALITÉ MATERNELLE DANS LES ZONES RURALES

En mars 2006, avant le lancement de cette stratégie, la JICA a initié le projet de santé maternelle et infantile pour soutenir le gouvernement philippin dans ses efforts de réduction du taux de mortalité maternelle (TMM). Le projet visait les régions montagneuses rurales, où les progrès pour atteindre l'OMD relatif à la réduction de la mortalité maternelle accusaient un fort retard.

La province d'Ifugao, au nord de Luzon, était l'un des sites du projet. À Ifugao, les naissances sans personnel qualifié étaient dix fois plus nombreuses que la moyenne nationale. L'autre site était l'île volcanique de Biliran, au nord-est de l'île de Leyte, qui affichait le TMM le plus élevé du pays. Au moment de la formulation du projet, les naissances à domicile étaient extrêmement fréquentes dans cette région car le mauvais état des routes entravait l'accès aux installations de santé.



PHOTO : KENSHIRO IMAMURA

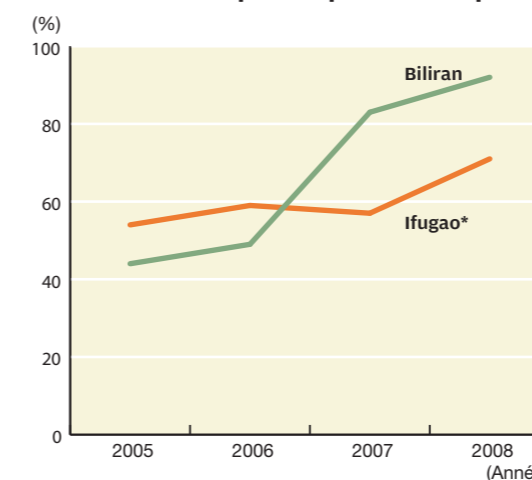
Des villages isolés et des rizières en terrasse sont dispersés au milieu des hautes montagnes de la province d'Ifugao, au nord de Luzon.

Dans les zones rurales en particulier, de nombreuses femmes accouchaient chez elles, souvent assistées par des sages-femmes non diplômées ou des accoucheuses traditionnelles non formées. Cela a été un obstacle important à la réduction du TMM aux Philippines. Les naissances à domicile étaient extrêmement fréquentes dans les régions isolées. Dans ces régions, lorsque des hémorragies ou d'autres complications liées à l'accouchement se produisaient, il était difficile de recevoir des soins obstétricaux d'urgence à cause du mauvais état des routes et du manque de moyens de transport adaptés.

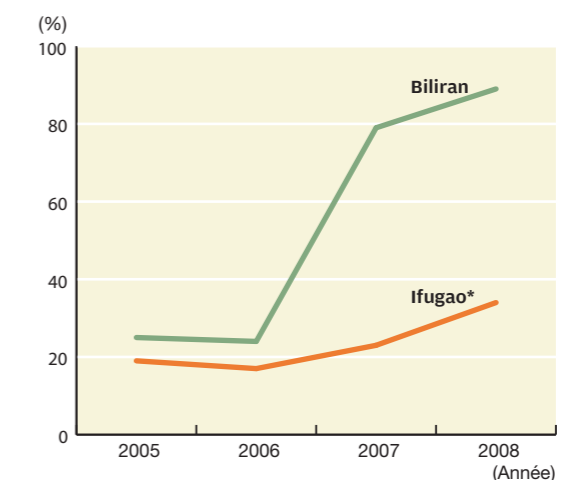
Sur quatre ans, jusqu'en mars 2010, la JICA a soutenu la formation médicale de sages-femmes et de volontaires de santé communautaire afin de développer les soins maternels et néonataux dans les zones cibles. Grâce à ces efforts, entre 2005 et 2008, le nombre d'accouchements assurés par du personnel qualifié a augmenté dans ces régions – en passant de 44 % à 92 % à Biliran et de 54 %

Pourcentage d'accouchements par du personnel qualifié et en structure de soins dans les zones cibles

Accouchements par du personnel qualifié



Accouchements en structure de soins



Source : Système d'information sur les services de santé des provinces de Biliran et Ifugao (2005-2008)
 * Les chiffres concernent les municipalités d'Alfonso Lista, Mayoyao, et Aguinaldo.

PHOTOS DE CETTE PAGE : MIKA TANIMOTO



Le poste de santé du *barangay* de Combis sur l'île de Leyte (à gauche). Une femme enceinte se fait examiner par une sage-femme qualifiée lors d'une visite prénatale dans une unité de soins rurale.



à 71 % à Ifugao. La fréquence des accouchements dans des structures adaptées s'est également considérablement accrue : à Biliran, ils sont passés de 25 % à 89 % et, à Ifugao, de 19 % à 34 %.

Le gouvernement philippin a salué les résultats obtenus par ce projet de la JICA. En 2008, le ministère de la Santé a publié un ouvrage pour partager et mettre en œuvre au niveau national les procédures utilisées dans ce projet.

INTENSIFIER LES EFFORTS

Le projet de renforcement des services de santé maternelle et infantile à l'est des Visayas, baptisé SMACHS, est mis en œuvre depuis juillet 2010, et jusqu'à juillet 2014, pour généraliser les résultats obtenus grâce au projet de santé maternelle et infantile à Ifugao et Biliran auprès d'une population plus de dix fois plus importante. Le projet est centré sur Leyte, la plus grande province à l'est des Visayas, et il est réalisé à Ormoc et dans 41 autres municipalités.

Comme les actions menées antérieurement, le projet vise à renforcer le système de soutien médical pour les femmes enceintes et leur permettre d'accoucher en toute sécurité en améliorant l'accès aux soins obstétricaux et néonataux. Pour ce faire, le projet s'attache à développer les services de base pour les soins obstétricaux et néonataux d'urgence en fournissant des équipements adaptés et en formant le personnel médical des unités de soins rurales et des hôpitaux régionaux qui constituent les installations médicales de première ligne.

Au niveau communautaire, le projet vise à renforcer les capacités des volontaires de santé et à augmenter le taux de patientes recevant des soins continus dans les installations de santé avant, pendant et après l'accouchement, afin de réduire à terme le TMM.

RENFORCER LES SOINS NÉONATAUX

Il existe 25 unités de soins rurales et centres de santé de district dans la zone du projet. Spécificité des Philippines, 103 postes de santé des *barangays* fonctionnent également au niveau régional en relation avec ces institutions (le *barangay* est la plus petite unité administrative composant les villes et les municipalités). Ces postes de santé desservent quelque 1 500 *barangays* à travers le pays.

Dans le cadre du projet, les sages-femmes des unités de soins rurales effectuent régulièrement des visites dans les postes de santé des *barangays*. Les résidents peuvent y recevoir une éducation sur la santé néonatale, des examens médicaux pour les nourrissons, des vaccins, des traitements contre la tuberculose, des suppléments vitaminiques pour les enfants souffrant de malnutrition, et d'autres soins médicaux de base et conseils sanitaires.

En général, le poste de santé dispose d'une sage-femme et il dessert 10 *barangays*. Les postes réalisent des examens prénataux et postnataux et sont les premières structures de contact pour les résidents à la recherche de soins médicaux.

À travers ce projet, les sages-femmes des postes de santé des *barangays*, à Ormoc et dans 18 autres municipalités, reçoivent une formation. « Nous nous efforçons d'assurer aux participantes la meilleure formation pratique possible, notamment en s'exerçant aux injections sur des morceaux de porc et à la réanimation néonatale sur des poupées », explique un des membres du projet SMACHS de la JICA. « Les postes de santé des *barangays* sont en première ligne en matière de santé néonatale et une première étape vers le renforcement de la participation au niveau communautaire. »

Les sages-femmes des postes de santé des *barangays* ne sont pas préparées à prodiguer des soins de maternité complets. Pour répondre à ce problème, un nouveau

PHOTO: MIKA TANIMOTO



Des mères venues faire vacciner leurs enfants au poste de santé.

La JICA et le département de la santé ont organisé une réunion avec le gouverneur de Leyte et les maires des municipalités des zones du projet. Les réunions de ce type permettent d'améliorer les soins de santé maternelle et infantile en encourageant la coopération entre les collectivités locales.



programme a été établi afin de former les résidents comme volontaires de santé communautaire. Dans ce programme, les sages-femmes forment des volontaires à la gestion de la santé maternelle de base, et ils sont ensuite chargés de surveiller 20 à 70 foyers. Les volontaires de santé communautaire examinent régulièrement les femmes enceintes ou allaitantes jusqu'à six semaines après la naissance, et ils remplissent des rapports hebdomadaires avec les sages-femmes aux postes de santé des *barangays*.

RENFORCER LA CONFIANCE PAR LA FORMATION

Les postes de santé des *barangays* fournissent un large éventail de services médicaux de base, mais pour des soins plus spécialisés, notamment dans les cas graves, les patients peuvent être transférés par un système d'aiguillage à des unités de soins rurales qui disposent d'un médecin, d'infirmiers et de sages-femmes.

L'unité de soins rurale de Dulag se trouve à environ 30 kilomètres au sud de Tacloban, la plus grande ville de Leyte. Cette unité reçoit des patients envoyés par le poste de santé du *barangay* proche de Combis qui dessert plusieurs villages peuplés de près d'un millier de personnes. Ici, le projet permet de former des médecins et des infirmiers aux techniques médicales et aux soins pré et postnataux.

Pour Allen Alvarez, médecin de l'unité, « Le principal apport de la formation est d'avoir donné confiance aux infirmiers et aux sages-femmes. Avant, ils me demandaient souvent quoi faire, aujourd'hui ils prodiguent seuls les soins d'accouchement ».

Parallèlement à la formation médicale, un nouveau système a été mis en place afin que le personnel des hôpitaux provinciaux et des comtés, ainsi que du département de la santé de Leyte, visite les unités de soins rurales et les

postes de santé des *barangays* pour surveiller la manière dont la formation est appliquée. Le système assure la qualité constante des services de santé. Grâce à ces efforts, les naissances en structure de soins sont passées de 42,3 % à 80,6 %, entre 2009 et 2012, à Leyte. Ces chiffres illustrent bien les efforts continus pour créer un environnement où les mères peuvent donner naissance en toute sécurité.

L'EXPÉRIENCE SURVIT AU TYPHON

Alors que le projet de santé maternelle et infantile entrait dans sa phase finale, le typhon Haiyan (aussi appelé Yolanda) s'est abattu sur Leyte, le 8 novembre 2013, frappant l'île avec des pointes de vent allant jusqu'à 313 kilomètres par heure. Tacloban, située sur la côte est, a subi des dommages colossaux dus aux inondations provoquées par les gigantesques raz de marée.

Les structures de santé de la région n'ont pas été épargnées par les destructions causées par Haiyan. L'unité de soins rurale de Tolosa, située sur la côte, a été fortement endommagée par les vents et les inondations. Le premier étage du bâtiment s'est retrouvé sous un mètre d'eau, et la table d'accouchement, les dispositifs de stérilisation et d'autres équipements médicaux vitaux ont été détériorés. La situation était si grave que le personnel a abandonné la structure et installé un centre de fortune dans la mairie.

Malgré l'étendue des dommages dans la zone, le directeur du département de la santé à l'est des Visayas, Jose Rubillo Llacuna Jr, reste confiant. « Les bâtiments et les équipements ont été détruits, mais les techniques et le savoir-faire acquis grâce à la formation subsistent, ainsi que l'aide au niveau régional pour la santé maternelle et infantile », affirme M. Llacuna. Même face à l'épreuve, l'expérience des différents acteurs du programme reste forte.



Un administrateur éducatif parle avec des élèves lors d'une visite de contrôle d'une école.



« École pour tous » Projet au Sénégal

En 2000, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire était de 67,2 % au Sénégal. Cependant, le taux d'achèvement du cycle primaire était inférieur à 50 %. La distance entre la maison et l'école, la priorité à accorder aux travaux de la maison, le manque de places dans les classes offrant un environnement agréable pour apprendre et enseigner, et un fort taux d'absentéisme parmi les enseignants constituaient autant de difficultés qui empêchaient les enfants de poursuivre leur scolarité jusqu'à l'obtention de leur diplôme.

Pour faire face à ce problème, en 2000, le gouvernement sénégalais a établi le Plan décennal de l'éducation et la formation et lancé la construction de salles de classe et d'autres améliorations de l'environnement d'apprentissage et d'enseignement. En 2002, le président du Sénégal a annoncé la décision du gouvernement de mettre en place dans chaque école des comités de gestion constitués de plusieurs parties prenantes telles que les parents, les enseignants et les responsables locaux.

L'idée était de réunir les écoles et les communautés pour s'attaquer aux problèmes de manière proactive afin qu'elles identifient par elles-mêmes les obstacles et qu'elles répondent aux questions jugées prioritaires. Mais dans la pratique, même après plusieurs années, les comités se sont révélés inefficaces ou n'ont pas été mis en place

dans de nombreuses régions. De nombreux points restaient flous pour les écoles et les communautés : ce qu'étaient exactement les comités de gestion scolaire ; comment les créer ; quel rôle ils devaient jouer ; et comment ils fonctionnaient au quotidien.

DES AMÉLIORATIONS NOTABLES DE LA PERFORMANCE SCOLAIRE

La JICA – qui a obtenu de bons résultats en encourageant les initiatives de la communauté locale à travers les comités de gestion scolaire au Niger, ainsi qu'en Afrique occidentale depuis 2004 – a proposé une nouvelle coopération technique. En 2007, l'Agence a commencé le projet d'amélioration de l'environnement éducatif au Sénégal. Ce projet avait pour ambition d'améliorer l'efficacité des comités de gestion scolaire dans la région de Louga, où les conditions d'enseignement étaient particulièrement difficiles.

Le projet a permis une nette amélioration de l'accès et de la qualité de l'enseignement primaire dans les écoles ayant un comité de gestion efficace. Par rapport à la période précédant la mise en œuvre du projet, le taux de scolarisation a progressé de 16,1 % et le taux de réussite à l'examen de fin d'études primaires de 26 %. La deuxième phase a commencé en septembre 2010 pour consolider et



Le comité de gestion scolaire tient une réunion de résidents pour discuter des besoins et préparer un plan annuel.

étendre un modèle durable de comité de gestion scolaire plus efficace dans près de 9 000 écoles réparties dans les 14 régions du Sénégal. En 2011, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire atteignait 93,9 % et le taux d'achèvement du cycle primaire 66,5 % au Sénégal.

Le conseiller principal au Sénégal, Nobuhiro Kunieda, qui avait également travaillé sur le projet au Niger, a entrepris avec ses collègues du ministère de l'Éducation de former les administrateurs éducatifs au niveau régional et départemental. Ces administrateurs ont pour mission de soutenir la création de comités de gestion et de contrôler leur bon fonctionnement. Ces comités s'appuient sur une coopération entre les écoles et les administrateurs, les chefs de village, les autorités religieuses, les représentants de groupes de femmes et d'autres résidents. Grâce à cette large participation, le projet a été baptisé « École pour tous ».

Le rôle des comités de gestion consiste à organiser des réunions avec les résidents et à préparer des plans annuels. S'il n'y pas assez de bureaux pour les élèves, les acteurs locaux (dont les parents, les enseignants et les artisans) les fabriquent ; ils mettent également en place des campagnes pour promouvoir la scolarisation continue des filles. Ils organisent des classes supplémentaires pour les enfants qui ne peuvent pas suivre régulièrement les cours et aident les enseignants qui vivent loin des écoles. Leurs capacités à trouver les ressources pour en faire le maximum avec un minimum d'argent leur permettent de mener des activités durables à long terme.

À travers ces actions, de petits changements ont commencé à voir le jour à travers le pays. Un des résidents commente : « Avant, seulement le directeur et quelques parents participaient à la gestion de l'école et le reste d'entre nous ne savions pas ce qu'ils faisaient. Maintenant, l'information est publique. Tout le monde participe. »

PRÉVOIR LES PROCHAINES ÉTAPES

La JICA redouble d'efforts pour améliorer l'accès à l'enseignement primaire, l'un des objectifs du Millénaire pour le développement. Aujourd'hui, le Sénégal est un modèle de réussite dans ce domaine. Dans les régions de Fatick et Kaffrine, où les comités de gestion scolaire commencent à bien fonctionner, l'environnement d'enseignement et d'apprentissage des élèves et des enseignants connaît des améliorations notables. Cela comprend la réparation des salles de classe et des autres installations scolaires, l'organisation d'examens blancs et l'achat de matériel pédagogique. Surtout, ces activités ne dépendent d'aucun soutien externe : les fonds, les ressources et le travail sont fournis par les écoles et les résidents de la communauté.

Dans le projet « École pour tous », la JICA souhaite aller au-delà de l'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire et créer un modèle pour renforcer la qualité de l'éducation au sein du programme de développement de l'après-2015.



Les résidents votent pour élire les membres du comité de gestion scolaire (à gauche) ; logements de fonction des enseignants fournis par la communauté.



Des employés du département des travaux publics de Goa et un spécialiste de la JICA détectent les fuites avec des « tiges d'écoute ».



Réduction de l'eau non comptabilisée en Inde

Goa, à l'ouest de l'Inde, est l'un des plus petits États du pays, avec une population d'environ 1,5 million d'habitants. Il est réputé pour ses églises et ses couvents, appartenant au patrimoine mondial de l'UNESCO, construits à l'époque de la colonisation portugaise, et pour ses magnifiques plages au bord de l'océan Indien. Goa est devenu une destination touristique majeure, avec 2 millions de visiteurs par an – mais l'approvisionnement en eau de cet État n'a pas suivi l'augmentation de la demande ainsi occasionnée.

En 2007, la JICA a commencé à coopérer sur diverses initiatives à Goa, notamment l'installation d'usines de traitement des eaux usées et de canalisations. Un problème majeur a été identifié au stade de l'étude : près de 40 % de l'eau provenant des usines de traitement, soit un taux très important, n'est pas comptabilisée (ENC). Ce taux exprime la différence entre le volume d'eau entrant dans le système de distribution et le volume facturé aux usagers. L'ENC s'explique par les fuites liées au vieillissement des canalisations, les raccordements illégaux et la manipulation des compteurs, autant d'obstacles majeurs à une utilisation efficace de l'eau.

Le Japon, l'un des pays les plus performants du monde dans ce domaine, a un taux d'ENC inférieur à 10 %. En 2011, la JICA a commencé le projet de renforcement des capacités pour la réduction de l'eau non comptabilisée à Goa,

en tirant parti du savoir-faire japonais et en fournissant une assistance technique au département des travaux publics (DTP) de Goa pour réduire le taux d'ENC de l'État.

UN TRAVAIL CONSTANT DE DÉTECTION DES FUITES

Dans un premier temps, 45 membres du DTP ont été sélectionnés et trois équipes ont été formées. Ces équipes ont été associées à des spécialistes japonais et elles ont commencé à travailler sur des mesures de réduction de l'ENC dans trois régions. Il s'est avéré que certains membres du personnel n'avaient jamais entendu parler du terme « eau non comptabilisée », le projet a donc commencé par les fondamentaux : l'explication du phénomène et des améliorations nécessaires. Le personnel du DTP a enquêté sur l'utilisation de l'eau par les ménages, en faisant du porte-à-porte pour vérifier les compteurs dans les jardins, comprendre par où les tuyaux passaient et dresser des cartes détaillées. Avant cela, aucun document n'avait montré le nombre et la localisation des canalisations.

En se basant sur ce travail exhaustif de cartographie du réseau de distribution, les équipes ont entrepris une étude pour déterminer l'emplacement des fuites. Pour ce faire, ils ont utilisé des « tiges d'écoute » placées directement sur les tuyaux souterrains pour trouver les fuites à partir des vibrations. Les spécialistes japonais ont accompagné le personnel



Même si la plupart des logements sont équipés de compteurs d'eau, les dysfonctionnements sont fréquents (à gauche). Les fuites comme celle-ci au niveau des joints causent d'importantes pertes en eau.

du DTP et apporté des conseils sur l'utilisation de ces dispositifs inconnus de leurs homologues. Compte tenu du nombre de tuyaux à vérifier, la tâche colossale a nécessité une persévérance extraordinaire. Anand Watchasundar, chef de projet pour le département, a déclaré : « Les Japonais ont réalisé un travail méticuleux. Nous avons non seulement appris de leur haut niveau de technologie, mais aussi de la diligence dont ils font preuve dans leur travail. »

VISER UNE DISPONIBILITÉ DE L'EAU 24 HEURES SUR 24

Pendant deux ans, les 45 membres des trois équipes n'ont eu de cesse de détecter et de réparer les fuites dans le réseau de distribution d'eau de l'État. « Grâce à leurs efforts, le taux d'ENC a diminué de plus de 20 % en moyenne dans les trois zones cibles », explique Shinkichi Kobayashi de Nihon Suido Consultants, l'un des spécialistes qui a travaillé avec les équipes. « Certains employés ont pris des mesures proactives dans d'autres zones ». Avec la réduction de l'ENC, les résidents locaux ont fait part de leur gratitude pour la fiabilité du réseau et la meilleure pression de l'eau.

Lorsqu'on ouvre un robinet en Inde, il n'y a aucune garantie d'avoir de l'eau. Dans certaines régions, l'eau n'est disponible que deux ou trois heures par jour et les résidents doivent remplir leurs réservoirs durant cette fenêtre. Le département des travaux publics de Goa s'est fixé comme objectif d'assurer la disponibilité de l'eau 24h sur 24, ce qui serait inédit en Inde. S'il continue à améliorer ses performances de manière constante par la mise en œuvre de mesures de réduction de l'ENC, cet objectif est tout à fait réalisable.

L'EAU RESTERA UN THÈME MAJEUR POUR L'APRÈS-2015

L'objectif 7 des OMD des Nations unies, à savoir assurer un environnement durable, cible notamment un accès sûr à une eau potable salubre. Avec la croissance économique et démographique mondiale, l'eau devrait devenir une ressource de plus en plus rare ; la sensibilisation et l'atten-

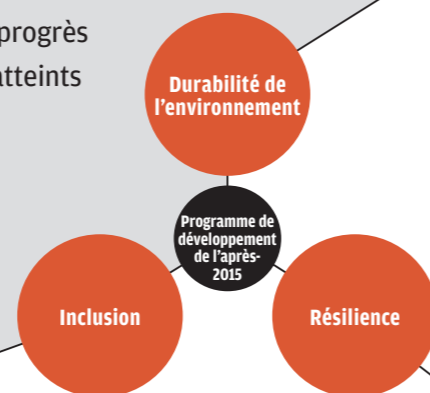
tion portée à une utilisation judicieuse des ressources hydriques limitées seront renforcées dans le programme de développement de l'après-2015. Cela est particulièrement visible en Inde. Avec le développement économique spectaculaire du pays, les ressources en eau font l'objet de conflits entre les citoyens et entre les États. La JICA et le département des travaux publics de Goa ont initié des efforts pour partager les connaissances et les techniques acquises durant le programme avec les autorités chargées de l'eau d'autres États. En tant que démonstration de modes d'utilisation plus efficaces des ressources hydriques existantes, le projet de la JICA à Goa sera un guide précieux vers la durabilité environnementale.

Des employés du département des travaux publics de Goa partagent des techniques de prévention des fuites apprises durant le projet avec du personnel d'autres États.



Assurer une transition réussie vers le développement de l'après-2015

Les discussions en cours au sein de la communauté internationale sur l'établissement d'objectifs de développement pour l'après-2015 impliquent l'accélération des progrès sur les objectifs du Millénaire pour le développement qui ne sont pas encore atteints et la prise en compte des efforts actuellement entrepris. Dans le cadre de ce processus, la JICA promeut l'intégration de trois éléments dans les nouveaux objectifs et cibles de l'après-2015, à savoir l'« inclusion », la « résilience » et la « durabilité environnementale ».



Inclusion Couverture santé universelle en Thaïlande

Aujourd'hui, les OMD liés à la santé ont ciblé des questions sanitaires et des maladies spécifiques, comme l'amélioration de la santé maternelle et infantile et la lutte contre le VIH/sida. Alors que les discussions portent de plus en plus sur le programme de l'après-2015, la couverture santé universelle (CSU) devient un sujet central. L'objectif de la CSU est d'assurer à tous les membres de la société, lorsqu'ils en ont le besoin, un accès abordable à un large éventail de services de santé. Pour parvenir à la CSU, qui est un facteur essentiel du développement inclusif, les gouvernements doivent non seulement considérer les aspects logistiques des systèmes de santé tels que la construction d'installations médicales en nombre suffisant et la formation de stocks de médicaments, mais aussi les aspects financiers et budgétaires.

Depuis l'instauration d'un système national d'assurance santé en 2002, le gouvernement thaïlandais s'efforce de maintenir la qualité des services médicaux tout en maîtrisant les coûts. Dans le cadre de ces efforts, la Thaïlande s'est tournée vers le Japon, qui est parvenu à la CSU en 1961, comme source de savoir-faire pour l'établissement d'un système de paiement des frais médicaux.

Avec la coopération de la JICA, le personnel du Bureau national de la sécurité sanitaire de la Thaïlande s'est rendu au Japon durant l'automne 2013 pour recevoir des conseils du ministère de la Santé, du travail et des affaires sociales et d'autres organismes, sur l'organisation pratique d'un système de paiement des frais médicaux et les techniques pour coordonner sa mise en œuvre entre les instances gouvernementales locales, entre autres domaines. Avec le soutien du Japon, fort de plus de 50 années d'expérience en matière de CSU, le gouvernement thaïlandais a pu lancer des études comparatives sur les mécanismes de paiement en octobre 2013. Désormais, l'objectif est de mettre en place dans un avenir proche un système de paiement à l'échelle nationale.



Du personnel du Bureau national de la sécurité sanitaire de la Thaïlande durant la visite d'un hôpital de la préfecture de Chiba, au Japon.

Durabilité environnementale Créer des villes durables

Avec des populations urbaines en constante augmentation dans le monde, la création de villes durables apparaît de plus en plus essentielle pour assurer la durabilité de l'environnement dans les années à venir.

La ville de Kitakyushu a connu une industrialisation rapide à partir des années 1960, avant de devenir un centre important pour l'industrie lourde. Cependant, les problèmes environnementaux causés par le développement industriel, notamment la pollution de l'eau et de l'air, et d'autres formes de contamination, ont eu un impact négatif sur la vie des citoyens.

Au fil des décennies, l'état de l'environnement local a été amélioré avec succès grâce aux efforts collectifs des résidents, des entreprises et du gouvernement. Depuis les années 1980, la ville est un partenaire important pour la promotion de la protection de l'environnement au niveau international.

En 1981, Kitakyushu a parrainé une série de séminaires sur la gestion de la pollution à Dalian, en Chine. Dans les années 1990, les autorités de Kitakyushu ont étendu cette coopération à des pays d'Asie du Sud-Est.

Avec l'aide de la JICA, Kitakyushu a lancé un projet en 2004 à Surabaya, la deuxième ville d'Indonésie, pour transformer les déchets



Koji Takakura, inventeur de la méthode de compostage Takakura explique son procédé durant une formation pour des participants de différents pays d'Asie du Sud-Est.

organiques en engrais. La méthode de compostage « Takakura », développée par une entreprise basée à Kitakyushu, a été introduite dans 20 000 foyers sur une période de quatre ans, ce qui s'est traduit par une réduction de 30 % des déchets destinés aux décharges. Des efforts similaires pour réduire les déchets solides sont maintenant mis en pratique dans d'autres villes asiatiques comme Cebu, aux Philippines, et Bangkok, en Thaïlande.

Poursuivant leur coopération bilatérale, Kitakyushu et Surabaya ont formé en 2011 un partenariat stratégique pour l'environnement afin d'encourager le développement durable dans le cadre du projet « ville verte » de Surabaya. Leur relation s'est intensifiée en 2012, lorsque les deux municipalités ont formé un jumelage autour du thème de l'environnement.



Les avancées durement acquises vers l'atteinte des objectifs de développement peuvent être anéanties en un instant lorsqu'une catastrophe naturelle frappe. Renforcer la résilience d'un pays face aux risques potentiels est un aspect essentiel des efforts de développement.

Le Salvador connaît de longue date une activité sismique et volcanique. En janvier et février 2001, de violents séismes ont détruit 164 000 logements, soit plus de 11 % des habitations du pays, et l'effondrement des bâtiments a occasionné de nombreuses victimes, en particulier parmi les plus pauvres.

En décembre 2003, la JICA a démarré un projet de cinq ans au Salvador en vue d'améliorer les techniques de construction parasismique pour les logements des résidents à faible revenu. Dans le cadre de ce projet, des expériences et des recherches ont été menées pour renforcer la résistance aux séismes des habitations au Salvador.

L'un des aspects intéressants du projet a été la participation d'experts du Mexique, un pays ayant lui-même bénéficié de la coopération internationale du Japon dans le domaine des technologies parasismiques suite à un gigantesque tremblement de terre en 1985. Les efforts de coopération Sud-Sud entre le Mexique et le Salvador ont été facilités par le Japon, formant ainsi une coopération triangulaire.

Afin de généraliser les structures parasismiques au Salvador, les anciennes normes de construction devaient être mises à niveau. Pour ce faire, entre 2009 et 2012, la JICA a mis en œuvre un projet pour renforcer

et diffuser les technologies de construction parasismique des logements dans le pays. En mars 2014, le gouvernement du Salvador a établi en tant que normes deux nouvelles techniques de construction élaborées au cours du projet. Les résultats de ce partage d'expériences et de connaissances japonaises illustrent la manière dont la communauté internationale compte sur le Japon pour faire progresser la résilience partout dans le monde.



Une maison modèle en construction présente les nouvelles techniques de construction parasismique (en haut à gauche). Un mur est testé pour déterminer sa capacité à résister à un séisme.

Le programme pour l'après-2015 et le rôle de la JICA

Stephan Klingebiel

Chef du département de la coopération bi- et multilatérale pour le développement
Institut allemand du développement

Évoluer vers un programme universel

La JICA et les autres acteurs des politiques de développement sont aujourd'hui confrontés à deux évolutions de fond qui sont étroitement liées. Premièrement, un nouveau programme de développement mondial voit le jour pour remplacer les objectifs du Millénaire pour le développement. Ce programme sera sensiblement différent du précédent car il se veut d'une portée universelle plutôt que de cibler en priorité les pays en développement. En tant que tel, il se concentrera sur les problèmes de développement non seulement des pays comme le Burundi et le Bangladesh, mais aussi de pays comme le Japon, l'Allemagne et le Canada.

Ce faisant, il se penchera sur les défis de la durabilité environnementale et d'autres problèmes tels que l'inégalité (y compris dans les pays à revenu élevé). C'est pourquoi le futur programme de développement mondial ressemblera moins aux politiques traditionnelles de développement.

Deuxièmement, le concept d'aide publique au développement (APD) subit un processus de réorientation. Cela s'explique par plusieurs raisons. En moyenne, les pays en développement deviennent moins dépendants des contributions d'APD. Plus de 50 pays ont été retirés de la liste des bénéficiaires ces 40 dernières années, principalement par un processus d'affranchissement où les pays en développement voient leur PIB par habitant augmenter et accèdent au groupe de revenu supérieur. Les prévisions indiquent que 28 pays supplémentaires pourraient être retirés de cette liste d'ici 2030. Même les pays qui restent sur la liste ont moins souvent recours à l'APD comme source de financement. Les flux d'APD représentent à peine 2 % des fonds internationaux à la disposition des pays en développement.

Des pays à revenu intermédiaire dynamiques tels que la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Turquie et le Brésil fournissent de plus en plus de services de coopération Sud-Sud, notamment en Afrique. De plus, là où il y avait auparavant une frontière distincte entre les pays en développement bénéficiaires de l'APD et les pays industrialisés prospères et bailleurs de fonds, il est désormais bien plus difficile d'établir une limite claire entre les deux. La Corée du Sud, qui était un bénéficiaire important d'APD, a presque inversé les rôles et elle est aujourd'hui un des pays donateurs de l'OCDE.

Au bout du compte, les objectifs poursuivis par l'APD sont aujourd'hui beaucoup moins clairs qu'il y a 15 ou 20 ans. Si la réduction de la pauvreté

reste un défi fondamental, elle occupera une moindre place à long terme étant donné les progrès significatifs accomplis, en particulier dans les pays en développement fortement peuplés. Simultanément, les acteurs de la coopération pour le développement font de plus en plus face à des problèmes de portée mondiale tels que le financement de la lutte contre le changement climatique, la sécurité mondiale et les migrations internationales.

S'adapter aux nouvelles situations

Dans ce contexte, comment la JICA peut-elle mener une politique efficace ?

La JICA peut et doit jouer un rôle clé dans l'établissement des approches de coopération allant au-delà de l'APD et promouvoir un programme de développement mondial complet. Le débat sur l'après-2015 est le point de focalisation de ces efforts. Le futur programme mondial doit fixer des objectifs clairs pour la coopération internationale afin de promouvoir le nouveau programme de développement. Le programme ne doit pas être basé uniquement ou principalement sur l'APD, mais embrasser un champ plus large. De même, le programme mondial ne pourra fonctionner à partir de l'acceptation relativement étroite de la notion de développement des anciennes politiques, mais il devra plutôt éclairer d'autres questions universelles telles que les inégalités et, plus particulièrement, la durabilité environnementale.

Afin de mettre en œuvre un programme de développement mondial si ambitieux, il sera nécessaire d'établir un mécanisme de responsabilité efficace pour les engagements internationaux. Il existe un certain nombre de propositions précises sur la manière dont les États peuvent documenter leurs contributions au

bien public et rendre compte de ces contributions au niveau international. Par exemple, le Japon rendrait non seulement compte de ses actions dans le domaine de l'APD, mais aussi de ses activités dans d'autres domaines tels que l'atténuation du changement climatique, la sécurité et la promotion des mesures de lutte contre les inégalités. La question de savoir si les pays en développement ont été soutenus dans leurs efforts n'occuperait plus nécessairement une place centrale. En se basant sur cette logique, le Japon pourrait rendre compte de tous les efforts consentis pour le bien public, que des pays en développement aient bénéficié ou non directement de ces contributions.



Protéger les travailleurs du textile au Bangladesh



Le Bangladesh est le deuxième fournisseur mondial de produits textiles. Le secteur représente 80 % des exportations nationales et emploie 4 millions de personnes, dont plus des trois quarts sont des femmes. Cependant, les conditions de travail sont généralement très difficiles dans les usines. Le 4 avril 2013, le Rana Plaza - un immeuble de neuf étages abritant plusieurs ateliers de confection dans la banlieue de Dacca - s'est effondré et a tué plus de 1 100 personnes. Depuis cette tragédie, le secteur du textile au Bangladesh s'empresse d'améliorer les mesures de sécurité et les conditions de travail pour protéger les travailleurs.

La JICA a apporté une aide pour faire face à ce problème en combinant des projets existants, visant à améliorer la résistance des bâtiments aux séismes, à des prêts aux petites et moyennes entreprises. La JICA

Des panneaux devant le Rana Plaza, où 1 100 travailleurs du textile ont perdu la vie lors de l'effondrement du bâtiment de neuf étages.

a établi un programme pour accorder des prêts à long terme à de faibles taux d'intérêt à des fabricants de textiles afin d'améliorer la sécurité des usines et de renforcer la résistance des bâtiments aux séismes. La JICA, le ministère du Logement et des travaux publics, la Banque du Bangladesh et deux organismes industriels représentant 5 000 entreprises ont signé un protocole d'accord en octobre 2013 pour marquer le début du programme.

Le programme prévoit le lancement d'un projet pilote dans 250 entreprises de l'industrie textile. Selon l'un des responsables d'une organisation industrielle : « La tragédie du Rana Plaza a marqué un tournant pour nous autres professionnels mais aussi pour nos clients étrangers. Notre priorité est maintenant d'améliorer la sécurité ». La JICA, en coopération avec les organisations bangladaises, continuera de participer à l'amélioration des conditions de travail dans les usines de textiles du pays.



Renforcement de la gestion des déchets dans un contexte instable au Soudan du Sud



Après la déclaration d'indépendance du Soudan du Sud en juillet 2011, Djouba, la capitale du pays peuplée de 300 000 habitants, a vu son environnement fortement dégradé par des décharges sauvages et d'autres procédures inadéquates d'élimination des déchets liées à l'urbanisation rapide. Depuis octobre 2011, la JICA s'efforce d'améliorer l'assainissement en renforçant les capacités de gestion des déchets des organisations publiques locales et du ministère de l'Environnement du Soudan du Sud.

La JICA a lancé des projets pilotes dans six zones de Djouba pour inciter les commerçants et les résidents à déposer leurs déchets dans des lieux et à des heures spécifiques. L'éparpillement des ordures, les mauvaises odeurs, les invasions d'animaux nuisibles et les autres problèmes environnementaux sur les sites

Les déchets sont chargés dans un camion sur un site de collecte à Djouba, au Soudan du Sud.

des décharges ont été résolus en compactant et en enfouissant régulièrement les déchets dans le sol. Ces efforts ont été associés à des mesures visant à autonomiser les installations de gestion des déchets en collectant des taxes via les camions de ramassage.

En décembre 2013, un conflit a éclaté entre plusieurs factions politiques. Ce conflit, auquel se sont ajoutés les pannes chroniques des camions, a mis en péril la poursuite du programme. La JICA n'en reste pas moins résolue à maintenir du personnel sur place afin de soutenir le projet jusqu'à son terme prévu pour octobre 2014.

À cette fin, en avril 2014, l'adjoint au maire de Djouba a participé à une réunion à Kampala, en Ouganda, qui a permis un accord sur un projet pilote de collecte de taxes, un plan d'action pour l'année à venir destiné à trouver des financements, et l'approbation d'un plan de gestion des déchets à moyen et long terme.



Une coopération Sud-Sud pour étendre le système du koban



Au Japon, de petits postes de police, connus sous le nom de *koban*, travaillent depuis plusieurs générations en étroite collaboration avec les résidents locaux pour assurer la sécurité des communautés. Au Timor-Est, le système du *koban* a été introduit pour la première fois en 2003, une année après son indépendance de l'Indonésie. L'idée d'établir un système de *koban* dans le pays a été avancée pour la première fois par des représentants de la police nationale du Timor-Est (PNTE) qui avaient participé à un programme de formation organisé par la JICA au Japon.

La JICA a commencé à soutenir l'action de police de proximité de la PNTE en 2008. Dans le cadre de ces efforts, des agents de la PNTE ont reçu des formations au Japon et des policiers japonais se sont rendus au

Policiers au service de leur communauté dans un tout nouveau *koban* au Timor-Est.

Timor-Est pour partager leurs connaissances et expériences en matière de *koban*.

L'un des aspects notables du projet a été la participation de l'Indonésie qui a introduit le système du *koban* avec l'aide de la JICA en 2002. En novembre 2013, 30 agents de la PNTE ont visité le siège de la police à Bekasi, dans la banlieue de Jakarta, où ils ont reçu des conseils sur la manière de gérer un *koban* et sur le rôle d'une police de proximité. Les participants ont acquis une expérience pratique en se joignant aux patrouilles autour des résidences et des écoles locales.

En dépit des frictions entre les deux pays, l'Indonésie a soutenu les efforts du Timor-Est pour établir un système de *koban*, en allant jusqu'à fournir à la PNTE des copies du manuel de la police nationale sur le travail de police de proximité.

La JICA continuera de renforcer la sécurité publique à travers la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Umme Aiman Siddiqi

Administratrice de programme, bureau de la JICA en Malaisie



Aiman Siddiqi a étudié dans une école internationale au Japon, du primaire jusqu'à la fin du secondaire, avant de déménager en Malaisie où elle a obtenu une licence de droit à l'Université islamique internationale. Originnaire du Pakistan, Aiman pense que son expérience lui confère le rôle exceptionnel de « passerelle entre le Japon et le reste du monde ».

Aiman travaille pour le bureau de la JICA en Malaisie depuis 2002 et elle participe activement aux projets de coopération Sud-Sud (CSS). Alors que la Malaisie poursuit son développement, les projets d'APD cèdent de plus en plus la place aux programmes battant le pavillon CSS. « D'autres pays en développement veulent apprendre de l'expérience de la Malaisie » explique Aiman.

Le programme de formation pour les pays tiers sur la gestion de la diversité dans les nations multiculturelles est un programme spécifique au bureau de la JICA en Malaisie. Selon Aiman : « Les responsables gouvernementaux de pays se relevant d'un conflit découvrent la paix et la prospérité qui règnent en Malaisie bien qu'elle soit une nation multiculturelle et multireligieuse. »

Dès son plus jeune âge, Aiman a voulu venir en aide aux populations africaines. À travers la JICA, elle participe au « projet de promotion des investissements en Zambie : le triangle de l'espoir ». « La JICA m'offre l'opportunité de m'impliquer auprès de ceux qui en ont besoin », dit-elle.

En tant qu'administratrice compétente, Aiman apprécie « le sentiment d'accomplissement, l'engagement et la possibilité d'essayer des choses nouvelles » que lui procurent les diverses activités de la JICA. Son engagement récent dans le programme de partenariat de la JICA devrait lui en donner amplement l'occasion. « C'est la première fois que je travaille avec le secteur privé japonais, et j'espère apprendre beaucoup. »

JICA[®]WORLD

est une publication de la JICA

Éditeur :

Yasuko Nishino
Bureau des Médias et
des relations publiques

Nibancho Center Bldg
5-25, Niban-cho
Chiyoda-ku
Tokyo 102-8012 JAPAN

Tél. : +81-3-5226-6660

Fax : +81-3-5226-6396

www.jica.go.jp/french/

Photo de couverture :

Une mère éthiopienne
ayant bénéficié de soins
de santé prénataux.

Photo des pages 2 et 3 :

Une femme travaille dans
un champ au Rwanda.

(PHOTOS : ATSUSHI
SHIBUYA)



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est le plus grand organisme bilatéral de développement du monde, opérant dans quelque 150 pays pour aider les personnes les plus vulnérables de la planète.